

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Plérin, le 12/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GELAGRI BRETAGNE

Zone Industrielle de Lanrinou
29800 Landerneau

Références : 2024-199
Code AIOT : 0005503897

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/06/2024 dans l'établissement GELAGRI BRETAGNE implanté ZI de l'Isle Route de Pontivy 22600 Saint-Caradec. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées a procédé à une campagne de visites d'inspections inopinées dans le département. Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de cette action.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GELAGRI BRETAGNE
- ZI de l'Isle Route de Pontivy 22600 Saint-Caradec

- Code AIOT : 0005503897
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GELAGRI (ex EFA) exploite un établissement spécialisé dans la surgélation de légumes frais et le stockage de produits surgelés. Elle bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter daté du 08/06/2009.

L'établissement est équipé de 3 tours aéroréfrigérantes fournissant une puissance de 10463 kW, ce qui justifie un classement sous la rubrique ICPE n° 2921, régime de l'enregistrement.

Thèmes de l'inspection :

- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Procédure d'arrêt immédiat	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.c)	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Fiche de données de sécurité	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Etiquetage - Conditions de stockage	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande d'action corrective	1 mois
7	Propreté	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I article 10	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a)	Sans objet
2	Modalités de prélèvements	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.b)	Sans objet
4	Protection des personnels	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.VI	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection note que le contrôle inopiné réalisé le 04/06/2024 au niveau de l'établissement GELAGRI de Saint-Caradec met en évidence une difficulté à disposer des éléments d'information concernant le suivi des tours aéroréfrigérantes.

Par ailleurs, la visite de terrain menée dans le local de traitement et de stockage des produits biocides a mis en évidence une problématique d'entretien, d'étiquetage des récipients tampons et de mise à jour des différentes informations affichées (FDS obsolète, ...).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Analyse méthodique des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a)
Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. [...] En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles. [...]
Constats : Le 04/06/2024, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter ni l'analyse du risque Légionelles pour les tours aéroréfrigérantes, ni le carnet de suivi. Post-inspection, le 06/06/2024, l'exploitant a transmis l'analyse méthodique du risque Légionelles, rédigé en novembre 2023. L'inspection a également consulté, dans l'application GIDAF, le résultat des analyses mensuelles de légionelles. En 2024, les résultats étaient tous inférieurs à 1000 ufc/l et n'ont donc pas nécessité de modification de la stratégie de traitement des TAR.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Modalités de prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.b)
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation
Prescription contrôlée : [...] Les modalités du prélèvement, pour le suivi habituel ou sur demande des installations classées, doivent permettre de s'affranchir de l'influence des produits de traitement. En particulier, si une injection ponctuelle de biocide a été mise en œuvre sur l'installation, un délai d'au moins quarante-huit heures après l'injection doit toujours être respecté avant prélèvement d'un échantillon pour analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> , cela afin d'éviter la présence de biocide dans le flacon, qui fausse l'analyse. [...]
Constats : Le 03/06/2024, l'exploitant a indiqué qu'il utilisait le biocide non oxydant B330 de façon continue au quotidien et que, vu les résultats des analyses de légionelles, aucun traitement choc de biocide n'avait été nécessaire.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Procédure d'arrêt immédiat

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.c)
Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : Les procédures spécifiques suivantes sont également définies par l'exploitant : – procédure d'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours (arrêt des ventilateurs, de la production de chaleur ou de l'installation dans son ensemble), dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production ;
Constats : Le 04/06/2024, l'exploitant n'a pas présenté de procédure permettant d'arrêter en urgence ses tours aéroréfrigérantes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à ce que la procédure d'arrêt d'urgence des tours aéroréfrigérantes lui soit transmise.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Protection des personnels

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.VI
Thème(s) : Risques chroniques, Risques
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant met à disposition des personnels intervenant à l'intérieur ou à proximité de l'installation, des équipements de protection individuels (EPI) adaptés ou conformes aux normes en vigueur lorsqu'elles existent (masque pour aérosols biologiques, gants...), destinés à les protéger contre l'exposition : – aux aérosols d'eau susceptibles de contenir des germes pathogènes ; [...] Un panneau, apposé de manière visible, signale l'obligation du port des EPI, masques notamment. [...]
Constats : Le 04/06/2024, l'inspection a constaté la présence d'un panneau indiquant la nécessité de porter un masque sur la porte d'accès au local de mise en œuvre des produits utilisés pour les TAR qui doit obligatoirement être traversé pour accéder aux installations de refroidissement.

<p>Une boîte mettant à disposition des masques FFP3 est également disposée à côté de cette porte. Cependant, le jour de l'inspection elle était vide.</p> <p>L'exploitant a toutefois indiqué que chaque personnel disposait d'un masque individuel positionné dans le bureau du service de la conduite froid.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Fiche de données de sécurité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 9</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Connaissance des produits</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le 04/06/2024, l'inspection a constaté que les fiches de données de sécurité présentes dans le local de mise en œuvre des produits utilisés pour les TAR, ne correspondaient pas aux produits présents sur place.</p> <p>Le jour de l'inspection, le personnel n'a pas présenté les FDS des produits utilisés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à ce que les FDS des produits utilisés pour le fonctionnement des TAR lui soient transmises et de veiller à ce que les personnels puissent y accéder.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Etiquetage - Conditions de stockage

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Fiche de données de sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :</p> <p>a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Le 04/06/2024, l'inspection a constaté que les produits utilisés pour le fonctionnement des TAR étaient tous positionnés en intérieur, dans des rétentions résistantes, dont le volume permettrait</p>

<p>de récupérer le contenu du plus grand récipient.</p> <p>Cependant, il a également été observé que les bidons tampon, utilisés pour le pompage des produits de traitement des TAR, ne portaient pas le nom du produit effectivement contenu.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de vérifier que les bidons contenant des produits chimiques indiquent, a minima, le nom du produit ainsi que les mentions de dangers associées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 7 : Propreté

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I article 10</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Propreté</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le 04/06/2024, l'inspection a constaté que le local de stockage et de mise en œuvre des produits de traitement des TAR était souillé par des déjections d'oiseaux et poussiéreux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de veiller à la propreté de ses locaux.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>